



Etatisme, discipline de groupe: le glissement à gauche du Parti socialiste

POLITIQUE. Les élus à Berne votent de façon plus groupée et radicale. Leur lien avec la réalité économique s'érode. Coup de projecteur sur les causes d'une tendance qui dépasse ce seul parti.

Jonas Follonier

Effet d'annonce ou réel projet? Lors de son congrès annuel, le 26 octobre dernier à Davos, le Parti socialiste suisse (PS) a demandé une nationalisation de Sandoz. Transformé en une «entreprise d'utilité publique», grâce à une acquisition par la Confédération financée par la Banque nationale suisse (BNS), le groupe pharma issu de Novartis et actuellement coté à Zurich deviendrait «l'épine dorsale» de l'approvisionnement en médicaments du pays. Outre l'accès aux traitements, le PS souhaite aussi mieux maîtriser les prix, dans un contexte de hausse des coûts de la santé et de pénurie. Loin d'être anecdotique, cette revendication largement acceptée par les quelque 400 délégués du parti s'inscrit dans un virage à gauche toute de la politique, notamment économique, du parti à la rose. L'Agefi a réuni une série de faits et chiffres qui documentent ce phénomène.

Des élus de plus en plus à gauche... et disciplinés

Tous les ans, la NZZ réalise un classement des six principales formations selon les votes de leurs représentants au Conseil national. Il ressort des graphiques de 2023, fondés sur des données des services du Parlement, que la

moyenne des positionnements des parlementaires PS se situe chaque année plus à gauche depuis 2004 (voir graphique ci-dessous).

Outre la radicalisation du parti, les votes de ses élus sont également de moins en moins dispersés. En d'autres termes, la discipline de groupe est de plus en plus suivie.

On ne retrouve ce resserrement idéal chez aucune autre formation, excepté Le Centre dans une moindre mesure. L'écart entre la gauche et la droite de l'ex-Parti démocrate-chrétien est en effet plus restreint depuis 2014-2015.

Les graphiques réalisés par le système informatique d'aide au vote Smartvote, dont la méthodologie diffère de celle de la NZZ, montrent le même phénomène (voir graphique ci-contre). Il est ici question des réponses des candidats à des questions de fond, comme l'opportunité ou non d'augmenter l'âge de la retraite, de renforcer la péréquation financière ou encore d'introduire un troisième genre dans le registre de l'état civil. Sollicité, le parti répond que «les électeur-trices savent qu'en votant pour le PS, elles et ils s'engagent pour une Suisse solidaire».

Peu de personnalités de compromis

Cette tendance à la radicalisation et à l'homogénéisation

se retrouve dans le faible nombre de personnalités social-démocrates dans les fonctions clés du PS. La coprésidence du parti tout comme la présidence du groupe parlementaire ne comptent aucun représentant de cette aile, qui se caractérise par une recherche de compromis avec les partis centristes et libéraux et par une rhétorique plus réformiste que révolutionnaire.

Deux parlementaires que l'on rapproche souvent de ce courant sont le sénateur Daniel Jositsch, du canton de Zurich, et la sénatrice Eva Herzog, du canton de Bâle-Ville, par ailleurs présidente de la Chambre haute. Leur candidature a toutefois été écartée par le Parlement dans la course au Conseil fédéral. Le premier est par ailleurs peu apprécié au sein de son parti, notamment pour s'être présenté à la candidature à la succession de Simonetta Sommaruga à l'automne 2022, alors que le groupe avait choisi de réserver le ticket à des femmes.

Les Jeunes socialistes suisses, dont sont issus les deux coprésidents du PS Mattea Meyer, 37 ans, et Cédric Wermuth, 38 ans, qui en étaient des figures centrales, s'opposent explicitement à la ligne sociale-démocrate



qu'incarnaient encore Christian Levrat, ancien président du PS, ou l'ex-conseiller fédéral Alain Berset. Sur le blog de la jeunesse de parti, on peut notamment lire que la social-démocratie est une «maladie des gens du bien».

Quant à la coprésidente des Femmes socialistes suisses élue en février dernier, Mathilde Mottet, elle a promis de sortir ses concitoyens de la «réalité patriarcale, raciste et capitaliste» dans laquelle ils vivraient. Elle s'était d'ailleurs illustrée six mois plus tôt en postant une photo d'elle faisant un doigt d'honneur au drapeau helvétique le jour de la fête nationale.

Etatisation de la santé et de la prévoyance

Le cap résolument suivi par le deuxième parti du pays tient en un principe: l'étatisation de la société. Or il se trouve que leur rêve se réalise. Le think tank Avenir Suisse montrait ainsi dans une étude publiée au printemps 2023 que la main publique ne cesse d'étendre son

poids dans l'économie depuis qu'on peut le mesurer.

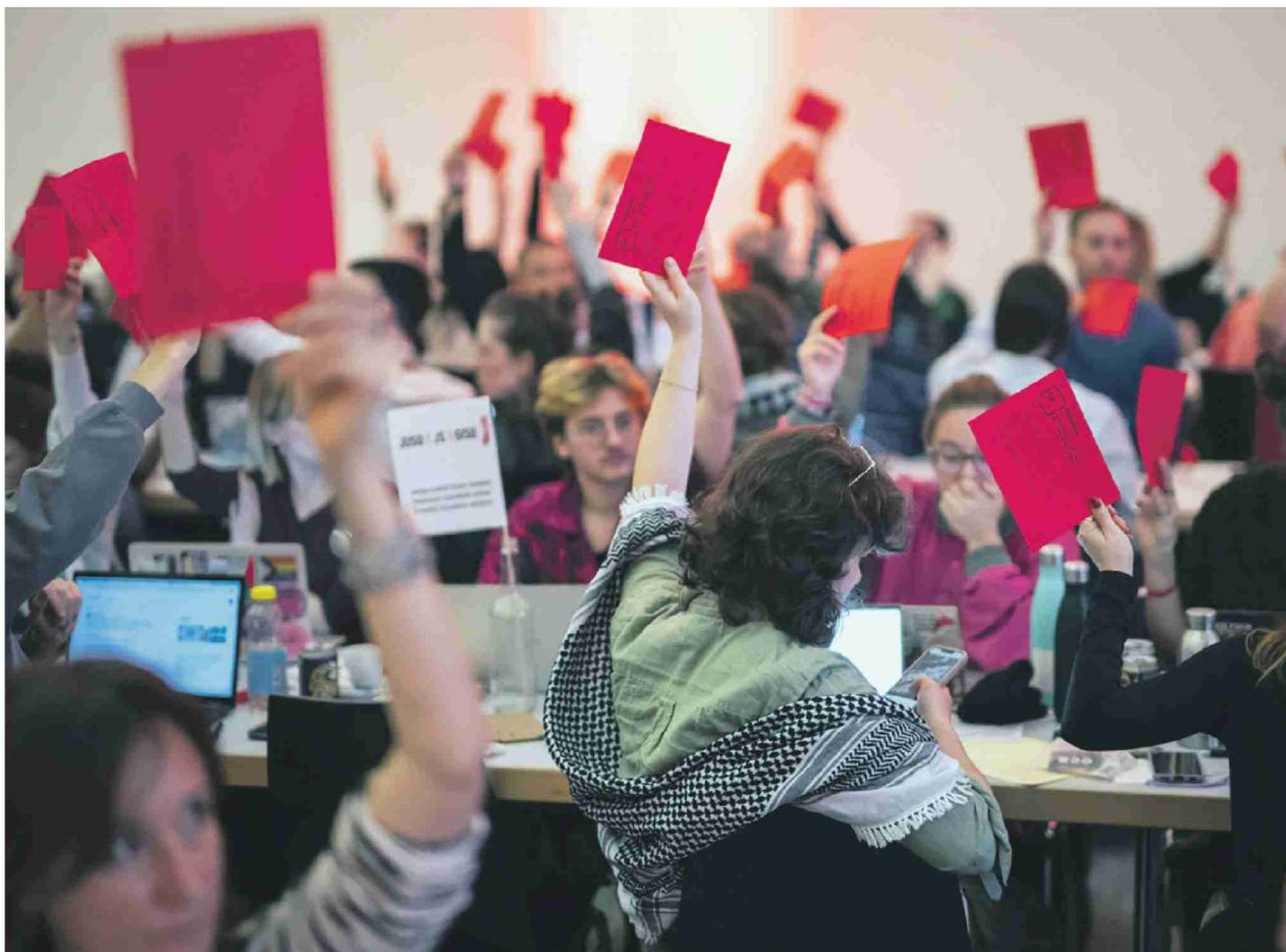
Cette emprise s'observe dans tous les Etats-nations depuis leur création. Et contrairement à l'image qu'elle se donne souvent, la Suisse ne se trouve même pas parmi les plus libéraux. D'après le groupe de réflexion libéral, la quote-part fiscale – soit la somme des impôts et des taxes publiques exprimée en pourcentage du PIB – n'y est pas plus faible que chez ses voisins allemand ou autrichien si l'on inclut dans ce calcul les prélèvements obligatoires pour les assurances sociales. En outre, toujours d'après Avenir Suisse, plus de 50% du volume des prix au sein de l'économie helvétique sont influencés par les pouvoirs publics.

«L'Etat n'a pas seulement suivi le rythme de la croissance économique, mais s'est étendu bien plus qu'en simple proportion de cette croissance», notent les auteurs du rapport, citant l'exemple des aides au tourisme qui ont plus que triplé depuis 1990. Cette progression de

la quote-part de l'Etat vaut aussi bien pour la masse réglemmentaire que pour les emplois. Avenir Suisse prend en compte les places de travail dans des entreprises parapubliques subventionnées, comme des hôpitaux.

Le PS veut une poursuite, voire une accélération de cette tendance. Ainsi lance-t-il, de plus en plus souvent avec l'aide des syndicats, des votations demandant une prise en charge davantage étatique de la santé ou des retraites.

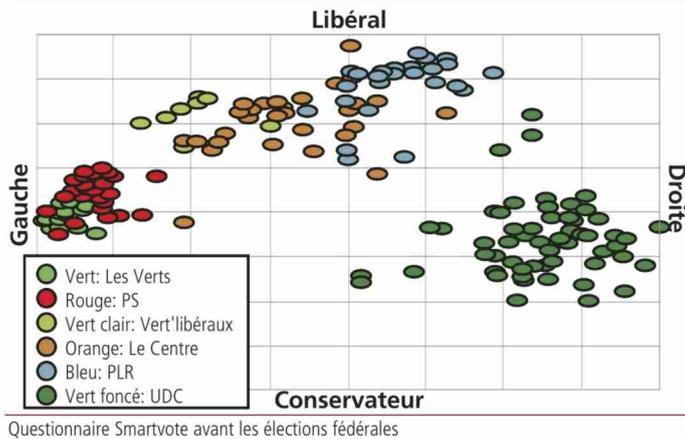
Ses ténors, à l'instar de Pierre-Yves Maillard, n'hésitent pourtant pas à dépeindre une Suisse qui serait au bord du démantèlement social. Le conseiller aux Etats vaudois et président de l'Union syndicale suisse (USS) brandit le même avertissement en ce qui concerne le paquet d'accords actuellement négociés avec l'Union européenne. En 1992, lui et son parti militaient au contraire pour l'adhésion à l'Espace économique européen.



Congrès annuel. Le 26 octobre dernier à Davos, le Parti socialiste suisse (PS) a demandé une nationalisation du groupe pharma Sandoz.

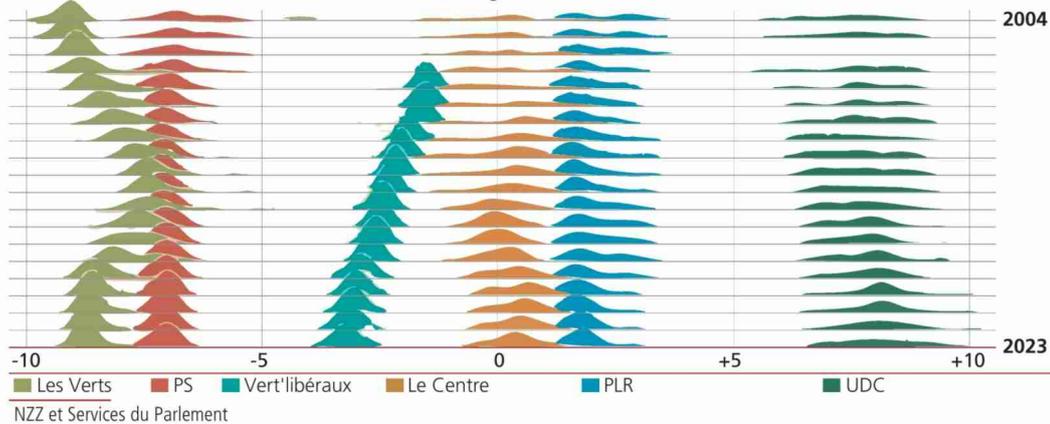


LES ÉLUS DE 2023 EN FONCTION DE LEURS AVIS POLITIQUES



LES ÉLUS PS À BERNE DÉRIVENT VERS LA GAUCHE

Position des conseillers nationaux selon leurs votes (-10 = gauche, 10 = droite)



Les causes possibles du phénomène

■ 1. Le profil de plus en plus académique des élus

Les élus socialistes à Berne ne sont pas seulement de plus en plus à gauche et d'accord entre eux. Leur parcours moyen a aussi évolué. Dans une analyse publiée le mois dernier, le maître d'enseignement et de recherche à l'Institut d'études politiques de l'Université de Lausanne Andrea Pilotti recense les profils socio-démographiques des parlementaires depuis la création de l'Etat fédéral en 1848. Il en ressort que le PS figure parmi les par-

tis aux plus forts taux d'universitaires au sein de la législature 2023 (77%), avec Les Verts (77%) et les Vert'libéraux (82%), contre 31% pour l'UDC, 59% pour le PLR et 61% pour Le Centre. En 1937, ce taux était de 38% pour le PS et même de 31% en 1957.

«Ce sont les années 1970-1980 qui ont constitué un moment de bascule, détaille le chercheur. Le parti a alors commencé à intégrer de nouvelles revendications, de type post-matérialiste, à la suite de mai 68.» La



part d'universitaires dans l'ensemble du Parlement est, elle, restée stable depuis 1848, autour de 60%. Selon certains observateurs, comme l'économiste et ancien syndicaliste Beat Kappeler (*lire ci-contre*), le profil de plus en plus académique des élus PS serait un facteur expliquant son évolution idéologique.

■ 2. La polarisation de la société

D'après les graphiques de Smartvote et de la NZZ, non seulement le PS est de plus en plus de gauche, mais l'UDC est de plus en plus de droite. Cela semble le miroir d'une évolution au sein de la société elle-même, diverses études faisant état par exemple d'un contraste de plus en plus marqué entre les jeunes femmes, qui ont une tendance croissante à être progressistes et étatistes, et les jeunes hommes, conservateurs et libéraux.

C'est le cas d'une enquête réalisée par l'Institut Sotomo en mai 2023. *The Economist* débouchait sur la même observation en mars 2024 pour l'ensemble des pays riches.

«Défendre des valeurs claires est un devoir pour le PS, encore plus face à la montée du populisme de droite», commente un porte-parole du parti.

■ 3. Une réticence aux dons d'entreprises

Le Contrôle fédéral des finances (CDF) indique que seules deux entreprises ont fait des dons de plus de 15.000 francs au PS en 2023: la banque Raiffeisen et l'assureur La Mobilière. Depuis l'an dernier, les partis sont tenus d'indiquer le nom des donateurs – personnes morales ou physiques – pour les libéralités dépassant ce montant.

Le parti à la rose, tout comme les Verts, n'accepte les dons d'entreprises que de la part de coopératives ou de sociétés de collabo-

rateurs. En 2016, cette règle avait fait l'objet d'un débat interne, deux sections cantonales – Lucerne et les Grisons – la trouvant trop stricte. L'assemblée des délégués avait tranché pour un maintien de cette politique. «Le nombre de personnes qui nous font de petits dons a augmenté ces dernières années», indique le PS.

Qu'en est-il des syndicats? L'USS déclare ne pas faire de don à des partis. Elle revendique même une «indépendance politique». Elle finance néanmoins à hauteur de montants importants des campagnes de votations. Ainsi, trois organisations ont annoncé au CDF participer à la campagne du non à la réforme du financement des soins soumise au vote ce dimanche 24 novembre: l'USS, le syndicat des services publics et le PS. L'USS a annoncé un budget de 395.000 francs, le SSP de 100.000 et le PS de 46.000 francs.

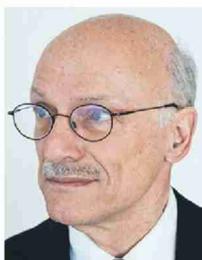
■ 4. Un changement de conjoncture

Valentin Aymon fait partie des délégués à se rendre régulièrement aux congrès du PS – il était en vacances à l'étranger lors de l'assemblée du 26 octobre. Le député-suppléant au Grand Conseil valaisan reconnaît que son parti a évolué vers une ligne économique plus «conséquente», mais il l'explique par l'évolution du contexte.

«Si nous mettons sur la table le rachat public de Sandoz, c'est pour répondre à la hausse des coûts de la santé qui devient insoutenable, soutient le conseiller communal saviésan. De même, nos propositions sociales s'inscrivent dans un contexte où les salaires réels stagnent, voire diminuent, et où les écarts de fortune sont de plus en plus criants.» **JFo**



«Le discours actuel incite la société à tout attendre de l'Etat»



L'ancien syndicaliste et membre du PS **Beat Kappeler**, devenu économiste libéral de l'école autrichienne, estime que les représentants de ce parti et des partenaires sociaux se sont éloignés du monde du travail et que nous sommes passés

d'un Etat social «au sens strict» à un «Etat-garantie».

■ **Vous avez été membre du PS et secrétaire général de l'Union syndicale suisse avant d'être un farouche économiste libéral. Comment analysez-vous le durcissement progressif de la ligne notamment économique du PS?**

Le parti s'est dirigé vers une unité de doctrine, définie par de jeunes gauchistes qui partagent globalement les mêmes idées. Le PS n'a plus ces caractères forts qui savaient aller gagner des dizaines de milliers de voix chez des électeurs d'autres partis. Ces personnalités étaient notamment des dirigeants de syndicats, qui faisaient parallèlement de la politique et avaient de vraies différences de points de vue. Par exemple, un syndicaliste cheminot n'avait pas la même vision du monde qu'un syndicaliste de la ville de Zurich. Ce lien avec une profession concrète dans le milieu privé a disparu. Désormais, la plupart des syndicalistes et personnalités politiques socialistes ont des postes dans l'administration et ont suivi un cursus académique. Leurs vies ne diffèrent plus. Et les syndicats, conscients que le franc fort rend tout le pays prospère et que leurs demandes ne sont donc pas pertinentes, préfèrent demander des choses à l'Etat plutôt qu'au patronat.

■ **Le profil sociologique et idéologique des élus socialistes a-t-il changé parce que les électeurs aussi ont changé, ou inversement?**

Les deux vont ensemble. Le public cible du PS et de tous les partis en général est désormais la classe moyenne. Cette population-là, en particulier la classe moyenne supérieure, a une maison, une voiture, un capital vieillesse, mais n'a pas beaucoup de fortune liquide. L'Etat est devenu en quelque sorte son garant en cas de récession, conformément aux modèles «HANK» (pour heterogenic agents et new keynesian economics) développés par des économistes durant la crise financière. L'Etat social au sens strict, après s'être développé en Etat-providence, a basculé dans l'Etat-garantie. Cela s'est illustré de façon spectaculaire pendant la pandémie: les pays européens et les Etats-Unis ont versé des milliards de paiements directs aux ménages – dont les modèles «HANK» avaient justement souligné la supposée efficacité. Et en Suisse, ce n'est pas le PS, mais l'UDC, qui a réclamé ce genre de mesures! Citons aussi le Conseil fédéral, à majorité de droite, qui a garanti 100 milliards de francs à la BNS et 9 milliards à UBS lors de la reprise de Credit Suisse...

■ **Ce que vous dites, au fond, c'est que le mouvement du PS vers plus d'étatisation est une tendance qui dépasse largement la Suisse et qui concerne toute la société et la classe politique, pas seulement ce parti?**

Tout à fait. Keynes avait dit quelque chose de juste: les politiciens sont toujours otages d'un économiste mort. Et cela vaut aussi pour lui-même! Le discours actuel incite la société à tout attendre de l'Etat. Il ne faut pas s'étonner si une majorité du peuple et des cantons a voté pour une 13^e rente AVS. **JFo**